

Programme pour l'innovation de Cities Alliance

Initiative sur la sécurité d'occupation dans les villes africaines : des microfinancements à l'appui de l'innovation communautaire

Cities Alliance

Cities Without Slums



- Bénéficiaire : **IRDAC SARL**
- Partenaire : **RADEKAS**
- Montant de la subvention : **USD 49,570**
- Durée : **10 mois**
- Année : **2019 - 2020**

DRONES POUR LA CLARIFICATION FONCIÈRE ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Moderniser la gouvernance foncière en République Démocratique du Congo

Aperçu du projet

Quelle est la nature du problème ?

Les communautés d'agriculteurs démunis aux droits fonciers et de propriété non formalisés font face à des risques d'insécurité foncière dus à la pression foncière aux abords de la mégapole de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo (RDC) comptant près de 15 millions d'habitants.

Quel est le lieu d'intervention ?

La ville de Kasangulu (35 km au sud-est de Kinshasa).

Quels sont les publics concernés ?

Les membres du Réseau des Associations de Développement de Kasangulu (RADEKAS).

Quelles sont les causes motivant l'intervention ?

L'absence de données foncières, l'obsolescence de l'outil de gestion et l'inexistence d'espaces de dialogue entre les acteurs fonciers œuvrant dans la ville, notamment entre l'autorité foncière et les communautés, viennent aggraver la menace permanente d'accaparement des terres et de conflits fonciers dans la ville.

Cette situation fragilise davantage la situation des femmes, principales personnes subvenant aux besoins des familles, souvent nombreuses.

Approche

Le projet introduit deux innovations majeures :

1/ La mise en place d'un espace de dialogue participatif multi-acteurs permettant aux différentes parties prenantes concernées par la question foncière à Kasangulu de répondre aux défis en matière de gouvernance foncière et de proposer des solutions concertées aux autorités.

2/ La mise en place de drones civils dans le système de gestion foncière facilitant la collecte de données de qualité en temps réel, la formalisation des droits fonciers et de propriété et l'octroi de titres fonciers aux membres du RADEKAS.

Pour ce faire, l'IRDAC aidera l'administration à moderniser son outil de gestion et mettra en place une base de données cadastrales numérique et automatisée. L'IRDAC assurera au préalable un transfert de compétences techniques bénéficiant à 14 jeunes femmes et jeunes hommes issus de la famille des membres du RADEKAS et de deux agents fonciers.

Enfin, les femmes seront guidées dans l'utilisation de titres fonciers sécurisés en vue d'obtenir des microcrédits et de démarrer des activités génératrices de revenus. Ces initiatives mettront ainsi en évidence l'importance du titre foncier dans la poursuite d'un développement inclusif.

Réalisations à ce jour

- Mobilisation des parties prenantes, dont les autorités foncières, dans le cadre du projet. Cérémonie de lancement du projet officialisant cet engagement.
- Cartographie des parties prenantes identifiant les acteurs concernés par la question foncière à Kasangulu, qui ont été invités à participer au dialogue.
- Premier dialogue multi-acteurs sur la gouvernance foncière à Kasangulu.
- Transfert de compétences bénéficiant non plus à 16, mais à 23 personnes, et portant sur les outils de collecte de données foncières (**télépilotage de drones**, données attributaires recueillies au sol, etc.).
- Campagne de collecte de données sur le terrain non plus dans trois, mais quatre quartiers. Prises de vues aériennes par drone et collectes de données cadastrales au sol par les participants à la formation sur l'utilisation des drones.
- Mise en place d'une base de données foncières numérique et réalisation d'une extraction de cartes thématiques dérivées (croquis parcellaires à l'échelle 1/500).

Enseignements tirés

La majorité des communautés ignorent les risques liés à l'insécurité du régime foncier informel. Ce manque d'informations et le pouvoir d'achat limité des ménages expliquent le faible intérêt des communautés à faire inscrire leurs concessions et leurs parcelles au registre foncier pour obtenir un titre officiel. Sur les 116 membres du RADEKAS consultés lors de l'élaboration de la cartographie des acteurs, seule une personne possédait un certificat d'enregistrement. Ce constat a amené l'autorité foncière à vulgariser la procédure officielle d'octroi de titres fonciers auprès des acteurs présents lors du dialogue.

Un dysfonctionnement des services intervenant dans la gestion foncière a été signalé. Un chef coutumier a affirmé ne pas connaître le bureau du cadastre et de n'avoir rencontré le conservateur de titres immobiliers pour la première fois que lors du dialogue multi-acteurs organisé par l'IRDAC. Les parties prenantes se sont engagées à maintenir l'initiative des dialogues de façon permanente.

Les drones pilotés par les jeunes ont impressionné le public. L'utilisation de drones après la formation a renforcé la communication et le besoin d'adhésion du public pour la sécurisation des propriétés foncières.

La nécessité de renforcer les compétences de l'administration et d'intégrer l'innovation des systèmes de gestion foncière a été dégagée : il convient de mettre en place un programme interactif adapté pour assurer la gestion du cadastre. La base de données cadastrales présentée dans le logiciel ArcGIS requiert, par ailleurs, l'utilisation d'un programme spécial pour visualiser à la fois le graphisme et les attributs en vue de faciliter une utilisation adaptée aux services fonciers. Cette initiative s'aligne sur l'option envisagée par la politique foncière actuelle en RDC concernant l'intégration de l'innovation technologique et de systèmes de gestion foncière efficaces.

Prochaines étapes

- Compléter la base des données et l'extraction progressive des produits dérivés.
- Appuyer la constitution des dossiers pour : 1) formaliser des titres des membres du RADEKAS et 2) négocier des microcrédits pour les activités génératrices de revenus pour les femmes (autonomisation).
- Partage d'expériences : 2 ateliers organisés : 1) Validation des données à Kasangulu ; 2) Présentation de l'expérience dans le pays à Kinshasa.

